



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 18.8.2023
C(2023) 5526 final

ANNEX

ANNEXE

de la

DÉCISION DE LA COMMISSION

autorisant le recours aux financements non liés aux coûts pour l'action «Systèmes alimentaires agricoles et aquatiques durables – Contribution de l'UE au CGIAR» dans le cadre du plan d'action pluriannuel du programme thématique «Défis mondiaux» (Prosperité) pour 2022-2023, partie 2, financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde

Annexe

1. Forme de contribution de l'Union

L'utilisation de la contribution de l'Union sous forme de financements non liés aux coûts est autorisée pour l'action «Systèmes alimentaires agricoles et aquatiques durables - Contribution de l'UE au CGIAR», mise en œuvre dans le cadre du plan d'action pluriannuel du programme thématique «Défis mondiaux» (Prosperité) 2022-2023, partie 2.

Le montant maximal de la contribution de l'Union au moyen de financements non liés aux coûts s'élève à 140 000 000 EUR. Cette contribution sera versée en plusieurs tranches annuelles. La libération de toute tranche par l'UE se fera uniquement dans les conditions prévues par les [accords juridiques relatifs au fonds fiduciaire du CGIAR](#)¹.

La contribution de l'Union devrait aider à obtenir de multiples résultats dans cinq domaines d'impact et avoir une incidence positive nette sur: i) la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire; ii) la réduction de la pauvreté, les moyens de subsistance et l'emploi; iii) l'égalité entre les femmes et les hommes, la jeunesse et l'inclusion sociale; iv) l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets; et v) la santé environnementale et la biodiversité, comme décrit dans le [cadre de gestion de la performance et des résultats du CGIAR pour la période 2022-2030](#). Pour chacun des cinq domaines d'impact, le CGIAR contribuera à la réalisation des objectifs collectifs mondiaux pour 2030 en matière de transformation des systèmes alimentaires, terrestres et hydriques aux niveaux local, régional et mondial. Pour soutenir la réalisation de ces objectifs mondiaux, toutes les initiatives du CGIAR utiliseront des indicateurs d'impact communs pour relier leurs résultats dans les sphères de contrôle et d'influence aux cinq domaines d'impact et aux ODD. Plusieurs indicateurs d'impact communs ont été proposés pour chacun des cinq domaines d'impact. Les objectifs mondiaux à l'horizon 2030 et les indicateurs d'impact communs sont les suivants:

Impact	Objectifs	Indicateurs d'impact communs proposés pour le CGIAR
Nutrition, santé et sécurité alimentaire	Mettre un terme à la faim pour tous et garantir un régime alimentaire sain et abordable pour les 3 milliards de personnes qui n'ont pas actuellement accès à une nourriture salubre et nutritive. Réduire d'un tiers le nombre de cas de maladies d'origine alimentaire (600 millions par an) et de zoonoses (1 milliard par an).	#personnes bénéficiant des innovations du CGIAR dans ce domaine #personnes répondant aux exigences minimales en matière d'énergie alimentaire #personnes répondant aux exigences minimales en matière d'oligo-éléments #cas de maladies transmissibles et non transmissibles

¹ https://storage.googleapis.com/cgiarorg/2022/11/Pack-legal-agreements-re-CGIAR-Trust-Fund_Jan2022.pdf

Réduction de la pauvreté, moyens de subsistance et emplois	<p>Élever au moins 500 millions de personnes vivant dans des zones rurales au-dessus du seuil d'extrême pauvreté de 1,90 USD par jour (PPA 2011).</p> <p>Réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.</p>	<p>#personnes bénéficiant des innovations du GCRAI dans ce domaine</p> <p>#personnes aidées à sortir de la pauvreté</p>
Égalité entre les femmes et les hommes, jeunesse et inclusion sociale	<p>Comblent l'écart hommes-femmes en matière de droits aux ressources économiques, d'accès à la propriété et au contrôle des terres et des ressources naturelles pour plus de 500 millions de femmes qui travaillent dans les systèmes alimentaires, terrestres et hydriques.</p> <p>Offrir des perspectives gratifiantes à 267 millions de jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation.</p>	<p>Autonomisation et inclusion des femmes dans le secteur agricole</p> <p>#femmes bénéficiant des innovations du CGIAR dans ce domaine</p> <p>#jeunes bénéficiant des innovations du CGIAR dans ce domaine</p> <p>#femmes aidées à sortir de la pauvreté</p>
Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets	<p>Mettre en œuvre tous les plans nationaux d'adaptation (PAN) et les contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'accord de Paris.</p> <p>Fournir à 500 millions de petits producteurs des solutions d'adaptation au changement climatique par l'intermédiaire des systèmes d'innovation nationaux afin d'améliorer leur résilience face aux chocs climatiques.</p> <p>Transformer les systèmes agricoles et forestiers en puits nets de carbone d'ici à 2050, de manière à ce que les émissions provenant de l'agriculture diminuent de 1 Gt par an d'ici à 2030 et atteignent un plancher de 5 Gt par an d'ici à 2050.</p>	<p>#tonnes équivalent CO₂ d'émissions</p> <p>#plans pour lesquels il existe des preuves de mise en œuvre</p> <p>#USD investis dans l'adaptation au changement climatique</p> <p>#personnes bénéficiant d'innovations adaptées au climat</p>

Santé environnementale et biodiversité	<p>Rester dans les limites environnementales régionales et planétaires: utilisation d'eau à des fins de consommation dans la production alimentaire inférieure à 2 500 km³ par an (en mettant l'accent sur les bassins présentant le stress hydrique le plus élevé), zéro déforestation nette, épandage d'azote limité à 90 kt par an (avec une redistribution vers les systèmes agricoles à faible consommation d'intrants) et efficacité d'utilisation accrue, et épandage de phosphore limité à 10 kt par an.</p> <p>Préserver la diversité génétique des semences, des plantes cultivées, des animaux d'élevage et domestiques et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de gènes bien gérées aux niveaux national, régional et international.</p>	<p>#ha en gestion améliorée</p> <p>#km³ d'eau utilisés à des fins de consommation dans la production alimentaire</p> <p>#ha déboisés</p> <p>#kt d'azote épandu</p> <p>#accessions de matériel génétique végétal disponibles et reproduites en toute sécurité</p>
--	--	---

Afin de suivre les progrès accomplis en vue d'atteindre les résultats contenus dans le cadre de résultats stratégiques, le secrétariat du CGIAR a confirmé que l'UE, en tant que donateur, pouvait demander au conseil d'administration du CGIAR de fournir des informations pertinentes au niveau du Fonds, notamment sur les problèmes de mise en œuvre qui pourraient être portés à la connaissance de l'UE en dehors du cadre de présentation des informations du Fonds. Plus précisément, l'article 11.5.2 de l'annexe 2 «Dispositions standard de la convention de financement» dispose que l'organisation du système fournira aux bailleurs de fonds, et demandera au centre de lui fournir ou, le cas échéant, de fournir aux bailleurs de fonds, sur demande raisonnable, toutes les informations dont elle dispose raisonnablement qui sont utiles pour la mise en œuvre et l'avancement des travaux de recherche du CGIAR.

S'appuyant sur les investissements réalisés au cours de la phase actuelle de programmation des travaux de recherche du CGIAR, le système complet, mature et accessible de gestion de la performance et des résultats, qui englobe la planification, le suivi et l'établissement de rapports, fournit des informations fiables permettant de prendre des décisions éclairées. Ce système est mis à la disposition des bailleurs de fonds et des partenaires et leur permet d'accéder aux preuves de la présence thématique et géographique du CGIAR et des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs déclarés.

2. Justifications

2.1. La nature des actions bénéficiant d'un soutien financier

Le CGIAR (anciennement dénommé «**Consortium pour la recherche agricole internationale**») est l'un des plus importants parmi les organismes de recherche internationaux qui tentent d'apporter des solutions aux problèmes touchant à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires. Sa mission consiste à faire progresser la science et l'innovation agricoles pour permettre aux personnes en situation de pauvreté, en particulier les femmes, de mieux nourrir leur famille et améliorer leur productivité et leur résilience afin qu'elles puissent participer à la croissance économique et gérer les ressources naturelles face au changement climatique et aux autres défis. Le CGIAR a donc pour objectifs de réduire la pauvreté rurale, d'accroître la sécurité alimentaire et d'améliorer la santé et la nutrition humaines ainsi que la gestion durable des ressources naturelles.

Le CGIAR est un réseau de centres de recherche du Sud global, lesquels collaborent avec des instituts de recherche nationaux et régionaux, des organisations de la société civile et des organisations de développement, des universités et le secteur privé. Il intervient dans plus de 100 pays, gère un effectif de quelque 10 000 personnes avec un budget annuel d'environ 850 à 900 millions d'USD. Ces ressources proviennent de différentes sources, notamment d'un fonds fiduciaire géré par la Banque mondiale (le «Fonds d'intermédiation financière»), qui regroupe les financements.

En plus d'être un contributeur important au CGIAR, l'UE (y compris la Commission européenne et les États membres) fait également partie de la structure de gouvernance de ce dernier en tant que l'un des bailleurs de fonds siégeant au conseil du système CGIAR. À ce titre, l'UE s'est positionnée en tant que fervente partisane de la réforme en cours en faveur de OneCGIAR, qui vise à rationaliser la gouvernance du CGIAR et à développer un portefeuille de recherche et d'innovation plus cohérent. L'UE a également pu contribuer dans une certaine mesure à la définition des priorités du CGIAR, garantissant ainsi un alignement maximal sur ses propres priorités. Toutefois, pour pouvoir être considérée comme un acteur international de premier plan capable d'influencer de manière substantielle la conception de la stratégie globale du CGIAR et du portefeuille de recherche, tels qu'ils sont définis dans le portefeuille de base du CGIAR en matière de recherche et d'innovation, l'UE devrait contribuer au financement groupé géré par un fonds fiduciaire administré par la Banque mondiale (Fonds d'intermédiation financière, par exemple). Tout en renforçant considérablement la collaboration de l'UE avec d'autres bailleurs de fonds du CGIAR, en particulier avec les États membres de l'UE qui participent ou ont l'intention de participer au financement groupé, une telle contribution permettrait à l'UE d'aligner davantage le programme de recherche du CGIAR sur les objectifs de l'IVCDI - Europe dans le monde et de soutenir la réalisation des objectifs stratégiques et politiques de l'Union, tels que le pacte vert pour l'Europe et le programme de R&I qui y est lié, au sein du CGIAR. En intervenant aux niveaux thématique et géographique (de l'échelle mondiale à l'échelle locale), l'UE serait mieux placée pour soutenir la réalisation des ODD (en particulier des ODD 1, 2, 5, 13, 14 et 15) et du programme de développement durable à l'horizon 2030 dans son ensemble. Dernier point, mais non des moindres, étant donné qu'une augmentation du financement groupé est considérée comme un facilitateur important de la réforme OneCGIAR, avec un objectif ambitieux de 50 %, la contribution de l'UE au fonds commun serait un gage supplémentaire de cohérence de l'UE.

Le financement groupé du fonds fiduciaire du CGIAR s'est élevé à environ 574 000 000 USD au cours des années 2019, 2020 et 2021. Aucun financement ne provenait du budget de l'Union. En 2022, le financement en commun du CGIAR a atteint 281 000 000 USD, dont 7 500 000 (environ 3 % du total) devaient être versés par la Commission européenne au début de l'année 2023². Par conséquent, une contribution plus importante pourrait être apportée en 2023 dans le cadre du financement groupé du CGIAR pour 2023 (303 000 000 USD prévus), ce qui constituerait un premier pas vers la concrétisation de l'engagement financier de l'UE de 140 000 000 EUR en faveur du CGIAR annoncé par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors de l'événement «Global Citizen Live» du 25 septembre 2021, et une occasion majeure de promouvoir, au sein du CGIAR, les nouvelles vision et approches nécessaires pour renforcer les solutions fondées sur la nature et les approches écosystémiques afin d'améliorer la productivité et de relever les défis en matière de durabilité économique, sociale et environnementale.

2.2. Les risques d'irrégularités et de fraude et les coûts du contrôle

Le CGIAR a mis en place un système d'équilibre des pouvoirs, décrit ci-dessous, pour prévenir les irrégularités et les fraudes, garantissant ainsi que les risques d'irrégularités et de fraude et les coûts du contrôle concernant les financements non liés aux coûts sont limités. En outre, dans

² <https://www.cgiar.org/funders/trust-fund/financing-plan/>

le cadre des conventions de contribution et de financement et après consultation de l'organisation du système CGIAR, tout bailleur de fonds peut suspendre les paiements si les fonds ne sont pas utilisés conformément aux conventions applicables.

Le conseil d'administration de l'organisation du système CGIAR a la responsabilité ultime de veiller à ce que l'organisation du système CGIAR dispose de systèmes et de pratiques adéquats en matière de gestion des risques et de contrôle interne, ainsi que de déterminer la nature et l'ampleur du risque qu'il est prêt à prendre pour que l'organisation atteigne ses objectifs stratégiques. Le calendrier des réunions périodiques du conseil d'administration garantit que les informations sur les risques lui sont fournies en temps utile pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités. Sur la base du [cadre de gestion des risques du système CGIAR](#), l'organisation du système CGIAR collabore à la gestion des risques dans l'ensemble du CGIAR.

Les directions des centres du CGIAR sont chargées de l'identification, de l'évaluation et de la gestion des risques dans le cadre de leurs compétences. Les risques liés à l'éthique, notamment les risques de fraude, d'irrégularités financières et de fautes interpersonnelles, sont reconnus comme une priorité essentielle pour les centres du CGIAR et sont donc couverts par les registres des risques des centres. Des mesures d'atténuation visant à prévenir et à lutter contre les irrégularités financières, la fraude et les fautes interpersonnelles sont également prévues. Deux fois par an, une évaluation formelle des principaux risques est effectuée pour l'ensemble du CGIAR, et les informations utiles sont communiquées au comité d'audit et des risques du conseil d'administration du système.

Le conseil d'administration de l'organisation du système CGIAR, ainsi que les conseils d'administration de tous les centres qui mènent les travaux de recherche du CGIAR au moyen du financement groupé bénéficient du service du comité d'audit et des risques, qui est un comité permanent commun aux conseils d'administration. Ce comité fournit aux conseils d'administration une assurance raisonnable quant aux performances de l'audit interne pour chacune des entités juridiques constituant OneCGIAR, soumet les audits externes indépendants au conseil d'administration pour approbation, fournit une assurance raisonnable quant à l'intégrité des informations financières, fournit des systèmes de supervision de la gestion des risques, un cadre de contrôle interne et un cadre éthique et contrôle le respect des lois, réglementations et codes de conduite applicables. Le comité d'audit et des risques fournit au conseil d'administration de l'organisation du système, en particulier, une assurance raisonnable quant à la capacité requise d'audit interne, à la gouvernance à l'échelle du système, à la gestion des risques et aux contrôles internes dans l'ensemble du système CGIAR. Il bénéficie des conseils de fonctions spécialisées couvrant les risques, l'audit interne et l'éthique.

Afin de garantir l'obligation de rendre des comptes, le CGIAR est favorable au signalement de tout comportement illégal ou contraire à l'éthique (corruption, fraude, utilisation abusive de ressources, abus d'autorité, etc.) par toute personne associée à ses travaux. Des mécanismes de signalement, notamment des lignes ouvertes aux lanceurs d'alerte, sont à la disposition du personnel, des partenaires, des contractants, des fournisseurs et de toute autre personne interagissant avec le CGIAR, y compris le grand public.

La convention de financement et l'accord-cadre financier, décrits ci-dessous, contiennent des dispositions types qui traitent d'un large éventail de pratiques interdites ainsi que de l'obligation de signalement et des recours en cas d'irrégularités, notamment: prévention des irrégularités financières (point 7.1), obligation d'information concernant les irrégularités financières (point 7.2), coopération dans le cadre des enquêtes (point 7.3), mesures correctives en cas d'irrégularités financières (point 7.4), trafic de drogue (point 9.3), terrorisme (point 4) et restitution des fonds (point 16).

Les centres sont tenus de rembourser les fonds détournés ou non dépensés au fonds fiduciaire du CGIAR, et la réaffectation de ces fonds doit être approuvée par le conseil d'administration et le conseil du système CGIAR.

Conformément à la convention de financement, l'organisation du système est tenue de coopérer pleinement aux enquêtes sur les irrégularités financières relatives à l'administration et à l'utilisation de tous les fonds transitant par le fonds fiduciaire du CGIAR et aux travaux de recherche du CGIAR, et demandera aux centres et aux participants aux programmes autres que les centres de faire de même, que l'enquête soit menée par l'organisation du système ou par un contributeur au fonds fiduciaire. Par conséquent, les entités qui agissent pour le compte de la Commission européenne, telles que le Parquet européen, l'OLAF et la Cour des comptes, peuvent compter sur cette coopération de la part de l'organisation du système, des centres et de tout participant aux programmes sous contrat lorsqu'elles enquêtent sur des irrégularités.

De même, la convention de financement exige que l'organisation du système, les centres et les participants aux programmes coopèrent à tout audit, à tout examen financier ou à tout rapport programmatique en lien avec les activités de recherche du CGIAR. Les bailleurs de fonds gèreront leurs audits, examens financiers et rapports programmatiques en ce qui concerne le fonds fiduciaire du CGIAR de manière collective, par l'intermédiaire du conseil du système, notamment en se fondant sur les politiques du CGIAR.

Toutefois, en cas de financement groupé, un bailleur de fonds peut demander, à titre exceptionnel, que l'organisation du système, un centre ou un participant aux programmes autre qu'un centre fasse l'objet d'un audit externe ou fournisse des examens financiers ou des rapports programmatiques supplémentaires, dont le coût sera pris en charge par ledit bailleur de fonds. Par conséquent, la Commission européenne et les entités qui agissent pour le compte de celle-ci peuvent se prévaloir de ces dispositions de la convention de financement pour demander des informations supplémentaires et réaliser des audits.

Les lettres d'assurance annuelles signées par les conseils d'administration des différents centres et soumises à l'organisation du système CGIAR, en sus de l'attestation de bonne utilisation des fonds et d'application des contrôles appropriés, comprennent également un résumé des éventuelles irrégularités signalées au conseil d'administration du système au cours de l'année et des éventuelles mesures correctives prises au cours de cette même période. Si un bailleur de fonds demande un audit ou un examen financier supplémentaire de l'utilisation du financement groupé, l'organisation du système et les centres donnent suite à cette demande, comme le prévoient les dispositions standard (point 11.6).

3. Bonne gestion financière

Les systèmes agroalimentaires actuels, fondés sur une production à grande échelle et une utilisation intensive d'intrants extérieurs et commerciaux, ne sont pas en mesure de répondre à la demande mondiale de denrées alimentaires, que ce soit en quantité ou en qualité, ce qui entraîne des niveaux inacceptables d'insécurité alimentaire et de malnutrition, ainsi qu'une forte augmentation de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Ils ne fournissent pas non plus de revenus et de moyens de subsistance décents à de nombreux petits agriculteurs, lesquels produisent encore la majeure partie des denrées alimentaires consommées dans le monde. Ils sont responsables de plus d'un tiers des émissions totales de gaz à effet de serre et contribuent au changement important d'affectation des terres, à la déforestation massive et à la dégradation des sols, à la perte sans précédent de biodiversité et aux niveaux élevés de pollution de l'air, de l'eau et des sols, qui sont à la fois les conséquences et les principaux moteurs du changement climatique ainsi que de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ces tensions devraient s'accroître dès lors que les systèmes alimentaires restent confrontés aux défis multidimensionnels, complexes et croissants que sont notamment l'accroissement démographique constant, l'urbanisation, les conflits politiques, le changement climatique et la

pression accrue exercée sur les ressources naturelles (terres, eau, biodiversité) et sur les fonctions écosystémiques. Elles appellent à un changement pressant et profond de la production et de la façon dont celle-ci est réalisée, transformée, transportée et consommée [...] à toutes les échelles pour assurer une production alimentaire suffisante et réduire les pertes et le gaspillage, tout en préservant la santé humaine et la santé de l'environnement ainsi que la stabilité politique et en améliorant les moyens de subsistance avec des conséquences environnementales réduites, comme l'a préconisé le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en juillet 2019³.

Un tel changement revêt une importance cruciale pour les nations du Sud global, qui comptent parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique alors qu'elles connaissent les niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle les plus élevés au monde. Dans le cadre de son engagement en faveur de la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030, la Commission européenne est déterminée à les aider à transformer avec succès leur agriculture afin de la rendre plus durable et plus résiliente.

Grâce à sa contribution accrue au CGIAR conformément à l'engagement financier d'un montant de 140 000 000 EUR pris par sa présidente en septembre 2021, la Commission européenne a l'intention de soutenir ce programme, qui s'inscrit dans le droit fil de ses propres priorités, notamment du pacte vert pour l'Europe, de la stratégie «De la ferme à la table» et de la stratégie en faveur de la biodiversité, du plan d'action en faveur de l'économie circulaire et de la récente communication intitulée «Garantir la disponibilité et le caractère abordable des engrais». Ces politiques s'articulent autour de l'urgence de traiter les questions liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement que l'UE considère comme des menaces existentielles pour l'Europe et le monde.

Plus précisément, la Commission européenne a recensé certains domaines d'action du CGIAR proches de ses propres priorités, dans lesquels ses investissements sont susceptibles de faire la différence et d'avoir un avantage comparatif en contribuant à soutenir des processus d'innovation durable précieux. Il s'agit notamment du domaine d'action «transformation des systèmes», qui se concentre, entre autres, sur des thèmes et des impacts spécifiques tels que le changement climatique, la biodiversité, la durabilité et la résilience, une meilleure nutrition et des régimes alimentaires sains, et l'inclusion, la sécurité alimentaire et la pauvreté. Le financement par la Commission européenne est également important dans le domaine d'action «systèmes agroalimentaires résilients», dans lequel la recherche traite spécifiquement de la nécessité d'accroître la productivité agricole durable ainsi que la disponibilité d'aliments sûrs et riches en nutriments, de réduire les menaces pour la santé humaine, d'améliorer l'empreinte environnementale des systèmes agroalimentaires, d'accroître la résilience des petites exploitations agricoles et de réduire les inégalités sociales. L'accent est mis sur les systèmes agricoles mixtes et l'horticulture, en lien étroit avec les travaux sur les régimes alimentaires sains et durables dans le domaine d'action «transformation des systèmes».

³ Voir le rapport n° 14 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition intitulé «Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition», juillet 2019.